



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ORIENTALES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION DES SÉCURITÉS
Service interministériel de défense
et de protection civiles

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PREF/CAB/SIDPC/2020255-02 du 11 septembre 2020
portant obligation du port du masque dans certaines zones de la commune de
Saint Feliu d'Avall

Le préfet des Pyrénées-Orientales,

- Vu** le code de la santé publique ;
- Vu** le code de la sécurité intérieure ;
- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
- Vu** la loi n° 2020-856 du 09 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé ;
- Vu** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Étienne STOSKOPF, préfet des Pyrénées-Orientales ;
- Vu** l'Arrêté du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé ;
- Vu** la demande du maire de Saint Feliu d'Avall du 10 septembre 2020 sollicitant, compte tenu des difficultés constatées, la prise d'un arrêté préfectoral portant obligation du port du masque aux abords des établissements scolaires situés sur le territoire de sa commune, aux heures d'entrée et de sortie des élèves ;

Considérant le caractère pathogène et contagieux du virus covid-19 ;

.../...

Considérant que la loi n°2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence prévoit, à son article 1^{er}, que le premier ministre peut réglementer l'ouverture au public, y compris les conditions d'accès et de présence, de certains établissements recevant du public ainsi que des lieux de réunion, réglementer les rassemblements de personnes, les réunions et les activités sur la voie publique et dans les lieux ouverts au public, et qu'il peut habilitier les préfets à prendre toutes dispositions générales ou individuelles d'application de cette réglementation ;

Considérant qu'afin de ralentir la propagation du virus Covid-19, le premier ministre a, par décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020 modifié, prescrit une série de mesures générales applicables à compter du 11 juillet 2020 ; que s'il a imposé le port du masque dans les établissements recevant du public, l'article 1- II du décret prévoit en outre que « dans les cas où le port du masque n'est pas prescrit par le présent décret, le préfet de département est habilité à le rendre obligatoire, sauf dans les locaux d'habitation, lorsque les circonstances locales l'exigent » ;

Considérant l'urgence et la nécessité qui s'attachent à la prévention de tout comportement de nature à augmenter les risques de contagion, en particulier dans l'espace public, et, par suite, propices à la circulation du virus ; qu'en outre, une hausse des contaminations et un afflux massif de patients seraient de nature à détériorer les capacités d'accueil du système médical départemental ;

Considérant que l'intérêt de la santé publique justifie de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances de temps et de lieu afin de prévenir et de limiter les conséquences des menaces possibles sur la santé de la population ;

Considérant le classement par la direction générale de la santé du département des Pyrénées-Orientales en niveau de criticité élevé à compter du 8 septembre 2020 compte tenu de la recrudescence du nombre de personnes contaminées (dépassement du taux d'incidence de 50/100 000 habitants) ;

Considérant que la concentration des personnes aux abords des établissements scolaires de la commune de Saint Feliu d'Avall, aux heures d'entrée et de sortie des élèves, ne permet pas le respect de la distanciation physique prévue par l'article 1er du décret du 10 juillet 2020 modifié ;

Considérant qu'il appartient au préfet de prévenir les risques de propagation des infections par des mesures adaptées, nécessaires et proportionnées ;

Considérant que le port du masque obligatoire, pour les personnes de onze ans et plus, dans l'espace public et notamment aux abords des établissements scolaires, constitue une mesure de nature à limiter le risque de circulation du virus ;

Considérant l'avis favorable rendu par le directeur territorial de l'ARS Occitanie le 11 septembre 2020 ;

Sur proposition de Monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet ;

ARRÊTE :

Article 1. : À compter du 14 septembre et jusqu'au 16 octobre 2020 inclus, en complément de l'obligation de respect des gestes barrières, toute personne de onze ans ou plus doit porter un masque de protection, du lundi au vendredi, de 07h30 à 18h30, aux abords des établissements scolaires de la commune sur les zones suivantes :

- Avenue du Canigou (de la place Saint Andreu à l'impasse du Canigou),
- Rue des écoles,
- Rue de la sardane,
- Rue du Casteil,
- Place du Général Barboteu,

ainsi que tous les jours de la semaine, de 06 h à 20h aux abords des différents arrêts de bus de la commune sur les zones suivantes :

- Avenue du Canigou (6 arrêts),
- Avenue des Cabanes (1 arrêt),
- Avenue du Roussillon (2 arrêts),
- Avenue du Languedoc (2 arrêts).

Cf plans annexés au présent arrêté.

Article 2. : L'obligation du port du masque prévue à l'article 1^{er} ne s'applique pas aux personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires, définies en annexe du décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020, de nature à prévenir la propagation du virus.

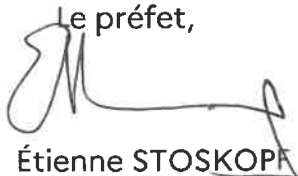
Article 3. : Le non-respect du port du masque tel que prévu à l'article 1^{er}, est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la quatrième classe conformément aux dispositions de l'article L3136-1 du code de la santé publique.

Article 4. : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, d'un recours administratif auprès du préfet des Pyrénées-Orientales ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier.

Article 5. : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et sera consultable sur le site internet de la préfecture des Pyrénées-Orientales (www.pyrenees-orientales.pref.gouv.fr).

Article 6. : Monsieur le directeur de cabinet du préfet, Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le maire de la commune de Saint Feliu d'Avall, Monsieur le commandant du groupement de gendarmerie départementale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au procureur de la République.

Perpignan, le 11 septembre 2020

Le préfet,

Étienne STOSKOPF

